

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Parçay-Meslay, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



LIOTARD

Les Levées

Rte Départementale 751 - BP 160
37701 ST PIERRE DES CORPS

Références : OR/2022-110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2022 dans l'établissement LIOTARD implanté Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37701 ST PIERRE DES CORPS. L'inspection a été annoncée le 12/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation de 3 réservoirs aériens de propane de 1,750 tonnes chacun (soit au total 5,250 tonnes) a été notifiée à l'inspection des installations classées par courrier du 08/12/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIOTARD
- Les Levées Rte Départementale 751 - BP 160 37701 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT dans GUN : 0010000743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso

La société SMLF (Société Métallurgique LIOTARD Frères) est filiale à 99,9 % du groupe PRIMAGAZ, appartenant au groupe SHV (hollandais) – filiale énergie.

Le site, d'une surface totale de 54 000 m² dont 16 500 m² de bâti, regroupe les activités suivantes :

- fabrication d'appareils à pression neufs (chaudronnerie) : 250 000 bouteilles et 3000 à 4000 citernes par an,
- requalification et rénovation (soudure + traitement de surfaces) des anciens appareils.
La requalification des citernes a lieu tous les 10 ans (environ 600 citernes par an) et celle des bouteilles tous les 15 ans (environ 200 000 bouteilles par an).

Ces activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 14232 du 24 mars 1994 pour l'exploitation d'une usine de fabrication de bouteilles et de citernes de gaz située à Saint-Pierre-des-Corps, rue de la Poudrerie,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°17390 du 19 février 2004 relatif aux conditions d'exploitations d'une tour aéroréfrigérante abrogé par un courrier préfectoral du 7 juillet 2005 suite au démontage et au démantèlement de la tour,
- l'arrêté préfectoral n° 17443 du 17 juin 2004 à exploiter une chaîne de peinture époxy,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17911 du 1er juin 2006 relatif aux émissions de composés organiques volatils (PGS),
- l'arrêté préfectoral n°18686 du 20 novembre 2009 prescrivant la surveillance initiale RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau),
- l'arrêté préfectoral modificatif du 23 octobre 2012 des volumes d'activités des installations classées exploitées par la société.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 14 octobre 2020
- Porté à connaissance du 8 décembre 2021
- Distance d'éloignement, condition de stockage des produits et moyens de défense contre l'incendie dans le cadre du recensement national des installations classées situées à moins de 100 m de sites Seveso

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A noter que les demandes D1 et D2 de la visite d'inspection du 14/10/2020 n'ont pas fait l'objet d'un traitement lors de la présente visite d'inspection, car elles sont traitées à part dans le cadre de l'instruction (en cours) de dossiers de porter à connaissance spécifiques déposés par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC5 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22	/	
R1 de la visite d'inspection du 14/10/20	Autre du 18/07/2016, article Titre III.1	/	
État des stocks de GIL	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, Annexe 1 - article 3.5	/	
État des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5	/	
Distances d'éloignement - rub. 4718	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, Annexe 1 - article 2.1.1	/	
Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 5.2	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1* de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/6-10	/	
NC2 de la visite d'inspection du 14/10/20	Règlement européen du 18/01/2022, article 31 – Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH	/	
NC3 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 3/3.5.2	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC4 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 3/3.5.3.1	/	
NC6 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.7	/	
D3 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.2	/	
D4 de la visite d'inspection du 14/10/20	Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.2	/	
Installation de 3 réservoirs aériens	Arrêté Ministériel du 30/07/1979, article 5.2, 5.3 et 7.1	/	
Conditions de stockage des RAP	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12-A	/	
Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 7.2.8	/	
Distances d'éloignement - rub. 2940	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, Annexe 1 - article 2.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des suites de la visite d'inspection du 14/10/2020, à l'exception des demandes D1 et D2, ont fait l'objet d'un traitement lors de la présente visite d'inspection. Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la campagne de mesures atmosphériques des rejets de l'ensemble du site à l'inspection des installations classées, et de poursuivre les efforts engagés en ce qui concerne la prévention du risque inondation.

De plus, dans le cadre des constats concernant le stockage des produits et déchets, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre à l'inspection des installations classées le tableau consolidé de calcul de la règle des cumuls au titre des rubrique 4000 de la nomenclature des ICPE,
- déplacer le stock de palettes afin qu'il soit situé à plus de 10 mètres de l'aire de stockage des RAP,
- compléter le tableau de l'état des stocks de produits dangereux afin de pouvoir vérifier la conformité des quantités stockées avec le classement du site au titre de la nomenclature ICPE,
- veiller à maintenir la totalité des déchets liquides sous rétention.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1* de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/6-10
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront entretenues en bon état et seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôles seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC1* de la visite d'inspection du 14/10/20 : L'exploitant ne peut pas justifier que les installations électriques ne sont pas à l'origine de risque d'incendie ou d'explosion. Par courrier du 13/09/2021, l'exploitant indique que la mise en conformité électrique a été réalisée. Le rapport de vérification annuelle et le compte-rendu de vérification Q18 du 20/07/2021 réalisés par la société VERITECH ont été vus par l'inspection des installation classées. Il est conclu que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : NC2 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/01/2022, article 31 – Règlement (CE) n° 1907/2006REACH
Prescription contrôlée : 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). [...]
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC2 de la visite d'inspection du 14/10/20 : Les fiches de données de sécurité ne sont pas à jour (anciennes phrases de risque et nouvelles mentions de dangers non présentes) pour les peintures poudres. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'il possède les fiches de données de sécurité de tous les produits utilisés, elles sont actualisées chaque fois qu'un fournisseur envoie une mise à jour. L'envoi d'un courrier à l'ensemble des fournisseurs est prévu début 2021 pour qu'ils transmettent leurs fiches de données de sécurité mises à jour. Lors de l'inspection, il a été constaté que plusieurs fiches du fournisseur INVER n'étaient pas à jour. Par mail du 21/01/2022, l'exploitant a transmis l'ensemble des fiches de données sécurité des produits INVER utilisés sur le site, mises à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : NC3 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 3/3.5.2
Prescription contrôlée : [...] En outre, le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre, sera muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuve de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve de solution concentrée située dans l'emplacement à protéger. [...]
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC3 de la visite d'inspection du 14/10/20 : L'exploitant ne peut pas justifier que la rétention en béton, présente sous la lessiveuse, est bien étanche. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'un contrôle de l'étanchéité de cette rétention a été réalisé le 23/11/2020, permettant la détection d'une fuite. Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'une reprise de l'étanchéité a été effectuée le 18/12/2020. Aucune fuite n'a été détectée suite au remplissage en eau.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : NC4 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 3/3.5.3.1
Prescription contrôlée : Le bon état des cuves de traitement, de leur annexes, des stockages de solutions concentrées et des canalisations sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. [...]
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC4 de la visite d'inspection du 14/10/20 : Le bon état de la lessiveuse n'est pas vérifié au moins une fois par an. Une fuite a été constatée lors de l'inspection. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique que l'état de la lessiveuse a été vérifiée le 04/12/2020. La lessiveuse a été vidée, nettoyée et contrôlée visuellement. Aucune anomalie n'a été constatée. Lors de l'inspection, le dernier rapport de vérification en date du 07/01/2022 a été vu. Il n'a pas été constaté de défaut.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : NC5 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22
Prescription contrôlée : Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : [...] Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m ³ pour le séchage et de 75 mg/m ³ pour l'application. Pour le revêtement sur textile, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission exprimée en carbone total est de 150 mg/m ³ ; cette valeur s'applique à l'ensemble des opérations application de séchage. Toutefois, elle ne s'applique pas en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. L'impression sérigraphique en rotative sur textiles et cartons est soumise aux dispositions du 19° ci-dessus.
Constats : La non-conformité est reconduite.
Observations : NC5 de la visite d'inspection du 14/10/20 : La concentration en COVNM en sortie du four peinture citerne est non-conforme (1 026 mg/Nm ³ pour une valeur limite réglementaire de 50 mg/Nm ³). Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'il prévoit de réaliser les mesures atmosphériques de tout le site, dont les résultats permettront de proposer, si nécessaire, des mesures de réduction. En parallèle, un travail sur le changement de certaines peintures est mené. Par courrier du 13/09/2021, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que la commande pour réaliser les mesures atmosphériques des rejets du site a été passée auprès de la SOCOTEC. La campagne de mesures devrait être effectuée en octobre 2021. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la campagne de mesures prévue fin 2021 a été reportée à février 2022. Les résultats de cette campagne seront transmis à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, l'exploitant précise que les fours peinture sont désormais alimentés au gaz naturel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : NC6 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.7
Prescription contrôlée : Les unités, stockages où des substances toxiques et/ou inflammables sont manipulées ainsi que les aires de transvasement seront équipées de capacités de rétention sans moyen de vidange directe. [...]
Constats : La non-conformité est levée.
Observations : NC6 de la visite d'inspection du 14/10/20 : Une palette de bidons de peintures liquides et de durcisseurs est stockée sans rétention à l'extérieur des bâtiments. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'un rappel a été effectué auprès des salariés, leur rappelant l'importance de mettre les produits en rétention. Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de produits stockés sans rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : D3 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.2
Prescription contrôlée : Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effort de la poussée des eaux ou sous celle des matériaux de remblayage, par suite de trépidations. Tout passage de véhicule et tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits.
Constats : La demande est levée.
Observations : D3 de la visite d'inspection du 14/10/20 : L'exploitant s'assure que le cadre métallique supportant la citerne de 5 tonnes de GPL est effectivement ancré au sol béton et transmet à l'IIC les justificatifs correspondants. Le cas échéant, les mesures nécessaires sont mises en place pour ancrer au sol ce support métallique de citerne. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'un ancrage de la cuve de GPL a été réalisé le 23/11/2020. Cela a bien été constaté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : D4 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 2/4.4.2.2
Prescription contrôlée : Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effort de la poussée des eaux ou sous celle des matériaux de remblayage, par suite de trépidations. Tout passage de véhicule et tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits.
Constats : La demande est levée.
Observations : D4 de la visite d'inspection du 14/10/20 : L'exploitant met en place les mesures nécessaires afin d'ancrer au sol la cuve aérienne de gasoil de 1200 litres présente à proximité du magasin général et destinée à alimenter la motopompe incendie. Par courrier du 08/12/2020, l'exploitant indique qu'un ancrage de la cuve de gasoil a été réalisé le 23/11/2020. Cela a bien été constaté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : R1 de la visite d'inspection du 14/10/20

Référence réglementaire : PPRI du 18/07/2016, article Titre III.1
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'établissement est situé en zone BZDE (zone de dissipation d'énergie après rupture de digue) dans le PPRI Val de Tours Val de Luynes du 18/07/2016. En zones de dissipation d'énergie et pour les installations existantes sont autorisés les installations de stockage et de fabrication et le stockage, y compris chez les particuliers, de produits dangereux ou polluants indispensables aux constructions, installations et activités admises (notamment citernes enterrées ou non contenant des hydrocarbures, du gaz, des engrais,..) sous réserve des prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- prévoir le stockage soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus des PHEC,- ancrer les citernes enterrées et les rendre aptes à résister à la pression hydrostatique correspondant aux PHEC,- lester les citernes non enterrées ou les fixer solidement au sol à l'aide de dispositifs adéquats ou les placer au-dessus de la cote des PHEC,- rendre étanche les orifices de remplissage ou positionner le débouché des tuyaux d'évents au-dessus de la cote des PHEC.
Constats : L'exploitant poursuivra les efforts engagés en ce qui concerne la prévention du risque inondation.
Observations : R1 de la visite d'inspection du 14/10/20 : L'exploitant réfléchit à la possibilité de vérifier dans le cadre d'un exercice le temps nécessaire pour mettre en œuvre certaines actions, de mise en sécurité, prévues en cas d'inondation, notamment celles relatives à l'évacuation d'équipements en lien avec des intervenants extérieurs. Cette estimation du temps de mise en sécurité nécessaire pour effectuer les mesures techniques requises dans le cadre de la gestion de crise inondation sera, si possible, formalisée dans la procédure QHSE-11. Par courrier du 13/09/2021, l'exploitant indique qu'un exercice inondation a été réalisé le 22/07/2021. Le compte-rendu de cet exercice a été transmis à l'inspection des installations classées. Lors de cet exercice, il a été estimé qu'une durée d'une heure est nécessaire pour évacuer 10 citernes. Le temps de mise en sécurité dépend donc du stock de citerne présent sur site. Cet exercice a également permis d'identifier plusieurs ajustements et précisions nécessaires dans le cadre de la procédure inondation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Installation de 3 réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/07/1979, article 5.2, 5.3 et 7.1
Prescription contrôlée : 5.2. Un espace libre d'au moins 0,60 mètre doit être réservé autour des réservoirs aériens et d'au moins 0,10 mètre au-dessous. Deux réservoirs aériens doivent être distants l'un de l'autre de 0,20 mètre au moins. 5.3. Les réservoirs aériens doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé. Les réservoirs enterrés doivent toujours être amarrés. 7.1. La bouche de remplissage et l'orifice d'évacuation à l'air libre de la soupape de sûreté du réservoir doivent être placés par rapport à : Toute baie d'un local habité ou occupé; Toute ouverture des locaux contenant des foyers ou autres feux nus; Toute ouverture de locaux en contrebas; Toute bouche d'égout non protégée par un siphon; Tout dépôt de matières combustibles; La limite de propriété et de la voie publique, à une distance d qui varie en fonction des quantités stockées. Lorsque la quantité stockée est au plus égale à 3 500 kg, la distance d doit être d'au moins 3 mètres. Lorsque cette quantité est supérieure à 3 500 kg et au plus égale à 5 000 kg, la distance d est portée à 5 mètres. Vis-à-vis des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, cette distance est augmentée de 1 mètre.
Constats : Conforme
Observations : Les réservoirs sont amarrés et les distances minimales sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : État des stocks de GIL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des gaz inflammables liquéfiés détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Conforme
Observations : L'état des stocks de gaz inflammables liquéfiés stockés sur le site en bouteilles en date du 17/01/2022 a été présenté lors de l'inspection. Il était indiqué une quantité de 20,842 tonnes de GIL présente sur site en bouteilles. Ce suivi ne prend pas en compte les 5,250 tonnes de GIL présents sur le site dans les 3 réservoirs aériens qui ont été installés suite à la suppression du réservoir de propane de PRIMAGAZ qui permettait l'alimentation du site en propane. Par mail du 21/01/2022, l'exploitant a transmis la procédure P-QHSE-14 (procédure de gestion des bouteilles de gaz au titre de la rubrique 4718 des ICPE), mise à jour afin de prendre en compte l'installation des 3 réservoirs aériens : un objectif à ne pas dépasser de 29,6 tonnes est désormais prévu pour la quantité de gaz présente dans les bouteilles de gaz, afin de respecter le classement ICPE du site. Un tableau de vérification de la règles des cumuls a été présenté lors de l'inspection, concluant sur le caractère non seveso du site. Les calculs ont été réalisés pour une quantité maximale de GIL au titre de la rubrique 4718 de : 29,6 tonnes (en bouteilles de gaz) + 5,25 tonnes (en réservoirs aériens). Des incertitudes ont été soulevées en ce qui concerne la cuve GPL (station-service classée au titre de la rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées) qui ne doit pas être prise en compte dans le calcul, et le fuel domestique qui a été pris en compte dans des rubriques différentes selon les différentes version du document (4734 ou 4331 et 4511). Aussi, l'exploitant transmettra le tableau consolidé à l'inspection des installations classées. Le plan général des stockages a été présenté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage des RAPT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.12-A
Prescription contrôlée : Les récipients à pression transportables ne sont pas entreposés dans des conditions où la température du gaz risquerait de donner naissance à une tension de vapeur supérieure à celle qui a servi de base au calcul de remplissage. Les aires de stockage sont délimitées et matérialisées au sol. [...] Les aires de stationnement sont délimitées et matérialisées au sol. La disposition des lieux permet l'évacuation rapide des récipients à pression transportables et des véhicules en stationnement en cas d'incendie à proximité. Dans le cas de récipients à pression transportables, ceux-ci sont stockés soit debout, soit couchés à l'horizontale. Si ils sont gérés en position couchée, les récipients à pression transportables situés aux extrémités sont calés par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.
Constats : Conforme.
Observations : Il a été constaté la matérialisation et la délimitation au sol des aires de stockage. Des dispositifs adaptés sont installés aux extrémités afin de caler les RAPT.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : État des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant complètera le tableau de l'état des stocks de produits dangereux afin de pouvoir vérifier la conformité des quantités stockées avec le classement du site au titre de la nomenclature ICPE.
Observations : L'état des stocks des produits dangereux présents sur le site a été vu lors de l'inspection. Il n'a pas été possible de déterminer la quantité totale de produits stockés pour chaque rubrique de la nomenclature ICPE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/1994, article 7.2.8
Prescription contrôlée : Le matériel incendie sera maintenu en parfait état.
Constats : Conforme.
Observations : Les documents suivants ont été vus lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de vérification annuelle des extincteur du 23/03/2021 par EUROFEU SERVICES;- Rapport de vérification annuelle des poteaux incendie du 05/11/2021 par EUROFEU SERVICES;- Plan de l'emplacement des 6 poteaux incendie du site. Les rapports concluent sur le bon état de marche de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement - rub. 2940

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, Annexe 1 - article 2.1
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété. Une dérogation peut être accordée par le préfet sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risques.
Constats : Conforme.
Observations : L'installation est située à plus de 10 mètres des limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement - rub. 4718

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, Annexe 1 - article 2.11
Prescription contrôlée : L'installation est implantée de telle façon qu'il existe une distance entre toute aire de stockage et les limites du site de 5 mètres si la capacité déclarée du stockage en récipients à pression transportables est au plus égale à 15 tonnes, et de 7,5 mètres si cette capacité dépasse 15 tonnes. [...] Pour les installations stockant 6 tonnes ou plus de gaz inflammables liquéfiés en récipients à pression transportables et déclarées après le 1er janvier 2018, à l'intérieur des limites du site, les distances minimales suivantes à partir de chacune des aires de stockage sont observées : - 10 mètres des parois des appareils de distribution de liquides ou de gaz inflammables ; - 5 mètres d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente...) ; - 10 mètres de tout stockage ou implantation de matières inflammables, combustibles ou comburantes ; - 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ; - 10 mètres des aires de stationnement. Pour les installations stockant 6 tonnes ou plus de gaz inflammables liquéfiés en récipients à pression transportables et déclarées avant le 1er janvier 2018, les alinéas 6 à 11 du point III sont applicables à partir du 1er septembre 2018.
Constats : Des palettes sont stockées à moins de 10 mètres de l'aire de stockage des récipients à pression transportables.
Observations : L'aire de stockage des RAPT est située à plus de 7,5 mètres des limites du site. Il a été constaté la présence d'un stock de palettes à moins de 10 mètres de l'aire de stockage des RAPT.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/1994, article 5.2
Prescription contrôlée : Le stockage des déchets dans l'établissement se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation assurent la prévention des pollutions et des risques. Toutes précautions sont prises pour que les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions incontrôlées en particulier à l'émission de gaz ou aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.
Constats : L'exploitant veillera à maintenir la totalité des déchets liquides sous rétention.
Observations : Les zones de stockage des déchets ont été vues lors de l'inspection. Il a été constaté que des déchets liquides sont stockés en limite de rétention. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'évolution du stock de déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites